

N°384
MAI
2022

BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence
France Trésor

page 1

Actualité
économique

page 2

Données générales
sur la dette

page 3

Marché
secondaire

page 5

Dettes négociable
de l'État

page 6

Économie française et
comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence
France Trésor

LANCEMENT PAR SYNDICATION DE LA PREMIÈRE OBLIGATION SOUVERAINE VERTE INDEXÉE SUR L'INFLATION POUR UN MONTANT DE 4 MILLIARDS D'EUROS

L'AFT a lancé par syndication le mercredi 25 mai 2022 la première obligation souveraine verte indexée sur l'indice européen des prix à la consommation harmonisé (hors tabac) : l'OAT€i verte 0,10 % 25 juillet 2038.

Cette opération s'inscrit dans la continuité de la tradition d'innovation de l'AFT, qui répond à l'évolution de la demande structurelle des investisseurs, en proposant ici un produit à la fois vert et indexé. Avec 4 milliards d'euros de titres placés lors de cette émission inaugurale, la France confirme ainsi sa position de premier émetteur souverain sur le segment des obligations vertes, en portant à 49,4 milliards d'euros l'encours des OAT vertes émises à ce jour.

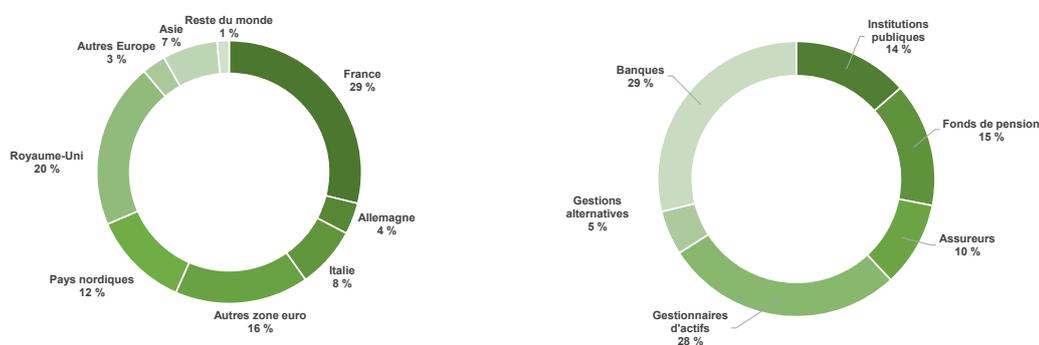
Le prix a été établi à 108,62 correspondant à un taux de rendement réel à l'émission de -0,415 %. Les titres seront livrés le 1er juin 2022, date à laquelle le [coefficient d'indexation](#) est de 1,06747, ce qui signifie que le capital indexé de chaque titre de 1€ sera de 1,06747 €. Conformément à l'[annexe](#) ajoutée au document-cadre des obligations vertes de l'État pour prendre en compte les spécificités des OAT vertes indexées à l'occasion de cette opération, 1,06747 € de dépenses vertes éligibles sera alloué pour chaque titre livré le 1er juin.

Les chefs de file de cette opération étaient Barclays, BNP Paribas, Crédit Agricole CIB, Natixis et Société Générale. Tous les spécialistes en valeurs du Trésor faisaient partie du syndicat.

La robustesse de la demande, avec un volume et un nombre record d'ordres pour une syndication d'OAT indexée sur l'inflation, témoigne de l'appétit des investisseurs pour ce produit : près de 230 investisseurs finaux ont participé à l'opération et la demande totale a dépassé 27 milliards d'euros. L'OAT€i 0,10 % 25 juillet 2038 a notamment rencontré une demande soutenue de la part des investisseurs verts, auprès desquels ont été placés plus de la moitié des titres, d'après les chefs de file du syndicat bancaire.

Les investisseurs de long terme ont largement participé à cette transaction. Ainsi, près de 85 % de l'émission ont été alloués aux assureurs, aux fonds de pension, aux banques centrales, aux gestionnaires d'actifs et aux portefeuilles de gestion actif-passif ou du risque de liquidité des établissements bancaires. En termes géographiques, la majorité des investisseurs sont européens, issus d'une grande diversité de pays.

Une allocation diversifiée en termes d'origine géographique et de catégorie d'investisseurs



Source : Agence France Trésor

Cette nouvelle obligation sera abondée par la suite pour répondre à la demande des investisseurs et pour garantir sa liquidité. Il en sera de même pour les obligations vertes précédentes : l'OAT verte 1,75 % 25 juin 2039, dont l'encours s'élève aujourd'hui à 30,9 milliards d'euros, et l'OAT verte 0,50 % 25 juin 2044 dont l'encours s'élève à 14,2 milliards d'euros, qui pourront être abondées en fonction de la demande des investisseurs. L'ensemble de ces émissions, au titre de l'année 2022, s'effectuera dans la limite du montant des dépenses vertes éligibles, soit 15 milliards d'euros et tel que défini dans le [document-cadre](#) des obligations vertes de l'État.

Après cette opération, qui s'inscrit à la fois dans le cadre du programme des OAT vertes et de l'engagement à émettre autour de 10 % du programme de financement de l'État sous forme d'obligations indexées, le montant des émissions de dette à moyen et long terme réalisées par l'AFT à fin mai 2022 s'élève à 134,690 milliards d'euros¹, portant ainsi à 51,80 % le taux de réalisation du programme de financement 2022 de 260 milliards d'euros.

¹ Émissions à fin mai et rachats à fin avril, les volumes des rachats étant publiés à M-1.

Une inflation élevée, si elle n'est pas traitée, peut entraîner une déstabilisation des anticipations, une augmentation des primes de risque, une plus grande distorsion des prix, et donc des coûts plus élevés à long terme pour l'économie. Les banques centrales semblent confrontées à un dilemme : augmenter les taux d'intérêt pour faire baisser l'inflation au risque de provoquer une hausse du chômage, ou se concentrer sur le marché du travail et se résoudre à ce que l'inflation puisse rester élevée plus longtemps. En réalité, elles doivent choisir entre agir rapidement pour maîtriser l'inflation ou faire face à un défi encore plus grand à l'avenir. Dans de récentes déclarations, les dirigeants de la Réserve fédérale, de la Banque centrale européenne et de la Banque d'Angleterre reconnaissent la nécessité d'agir. Mais leurs décisions et orientations diffèrent en raison du contexte économique propre à chaque pays.

En 2015, Ben Bernanke, ancien président de la Réserve fédérale, publiait « Le courage d'agir : souvenir d'une crise et de ses conséquences ». Le titre interpelle au regard des récentes conférences de presse du président de la Fed actuel, Jérôme Powell, et du gouverneur de la Banque d'Angleterre, Andrew Bailey, mais aussi à la lecture d'un discours récent du gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau¹.

Le livre de Ben Bernanke décrypte la crise financière mondiale de 2008-2009, ses causes, ses conséquences et les décisions politiques qu'elle a engendrées. La crise actuelle concerne l'inflation forte et les coûts à long terme qu'elle générerait si celle-ci n'était pas corrigée. Il est clair qu'il faut agir, mais cela nécessite du courage : premièrement, une partie de la hausse des prix est causée par un choc d'offre négatif, qui agit comme un vent contraire sur la demande et, deuxièmement, un resserrement monétaire ralentirait la croissance et pourrait même provoquer une hausse du taux de chômage. Andrew Bailey a été particulièrement clair à ce sujet. Au Royaume-Uni, même si le taux de chômage devrait continuer à baisser à court terme, à 3,6 % au deuxième trimestre, il pourrait atteindre 5,5 % dans trois ans compte tenu du fort ralentissement de l'activité, auquel le resserrement monétaire aurait contribué. Jerome Powell reconnaît que « ramener l'inflation à l'objectif pourrait être douloureux »². Si le dilemme apparaît très inconfortable, selon les différents banquiers centraux une réaction s'impose. « Le plus douloureux est ne pas traiter dans la durée, de ne pas s'attaquer à l'inflation et de la laisser s'enraciner. »³ F. Villeroy de Galhau partage cette idée : « une inflation durablement installée signifierait une baisse de la confiance, une augmentation des primes de risque, ainsi que davantage de distorsions de prix, et, par conséquent, moins de croissance à long terme. »

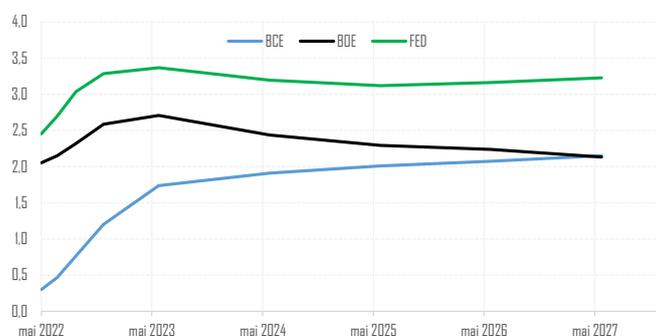
Bien que les trois banques centrales partagent un même objectif – la maîtrise de l'inflation –, les marchés financiers s'attendent à ce que les chemins empruntés par chacune d'elle pour l'atteindre diffèrent fortement (cf. graphique). Cela reflète des différences en matière de communication avancée (*forward guidance*) et d'environnement macroéconomique. Selon A. Bailey, « les États-Unis font face à ce qui ressemble à un choc de demande [...], tandis que la zone euro est confrontée à un choc d'offre sur les coûts [...] ». Au Royaume-Uni, nous voyons des éléments des deux. Comme pour la zone euro, nous subissons un fort choc des termes de l'échange [...] mais notre marché du travail solide s'apparente davantage à celui des États-Unis. »

Aux États-Unis, les chocs d'offre mondiaux, la forte demande et un marché du travail sous pression forcent la Réserve fédérale à durcir « rapidement »⁴ sa politique monétaire. Après la hausse des taux de 50 pb lors de sa réunion de mai, des relèvements similaires devraient suivre lors des prochaines réunions. Par ailleurs, la réduction de la taille du bilan de la Fed débutera en juin, même si l'effet sur l'économie est difficile à évaluer.

Dans la zone euro, l'approche sera beaucoup plus progressive. Les chocs d'offre y jouent un rôle plus important qu'aux États-Unis, elle est plus exposée à l'incertitude géopolitique causée par la guerre en Ukraine, la croissance des salaires y est plus lente et le marché du travail subit moins de pression qu'aux États-Unis. D'après de récentes déclarations de plusieurs membres du Conseil des gouverneurs de la BCE, une hausse en juillet du taux de rémunération des dépôts semble de plus en plus probable et de nouvelles augmentations devraient suivre.⁵

Enfin, au Royaume-Uni, on s'attend à d'autres hausses du taux directeur, en raison d'une inflation élevée et en hausse – la Banque d'Angleterre prévoit que l'inflation moyenne au quatrième trimestre 2022 culminera à 10 % –, un taux de chômage très bas et une croissance des salaires qui accélère. Néanmoins, les membres du comité de politique monétaire ne sont pas d'accord sur ce que cela implique en termes de politique monétaire, trois d'entre eux défendant une augmentation de 50 pb plutôt que de 25 pb. Le Conseil des gouverneurs de la BCE est confronté à un débat similaire. De toute évidence, la nécessité de convaincre les marchés de leur détermination est un autre objectif que partagent les banques centrales.

Graphique : Courbes de taux à terme à un an
(au 9 mai 2022)



Sources : Bloomberg, BNP Paribas

¹ François Villeroy de Galhau, « L'Eurosystème et sa politique monétaire : d'un « dilemme impossible » à une feuille de route possible pour la normalisation », Paris, 6 mai 2022.

² Réserve fédérale, transcription de la conférence de presse de J. Powell, 4 mai 2022.

³ Citation de J. Powell.

⁴ Citation de J. Powell.

⁵ Dans son discours, F. Villeroy de Galhau considère qu'il est raisonnable, sauf nouveaux chocs imprévus, que le taux des dépôts entre en territoire positif à la fin de l'année.

CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

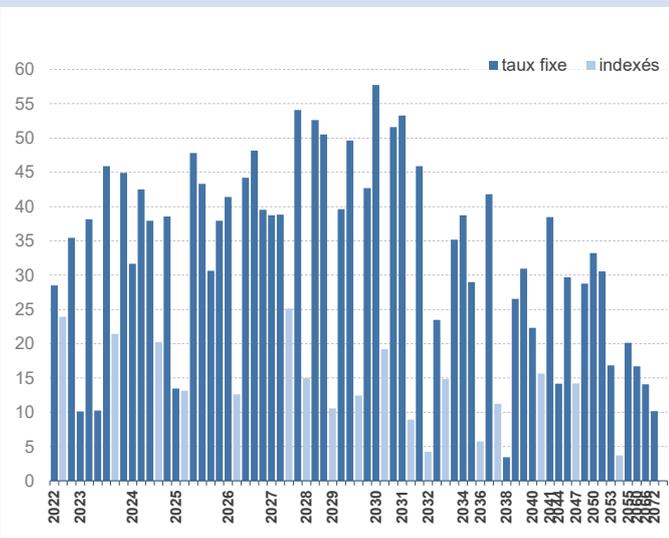
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Juin 2022	date d'adjudication	7	13	20	27	/	16	2	16
	date de règlement	9	15	22	29	/	20	6	20
Juillet 2022	date d'adjudication	4	11	18	25	/	21	7	21
	date de règlement	6	13	20	27	/	25	11	25

décalage (jours fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 30 AVRIL 2022

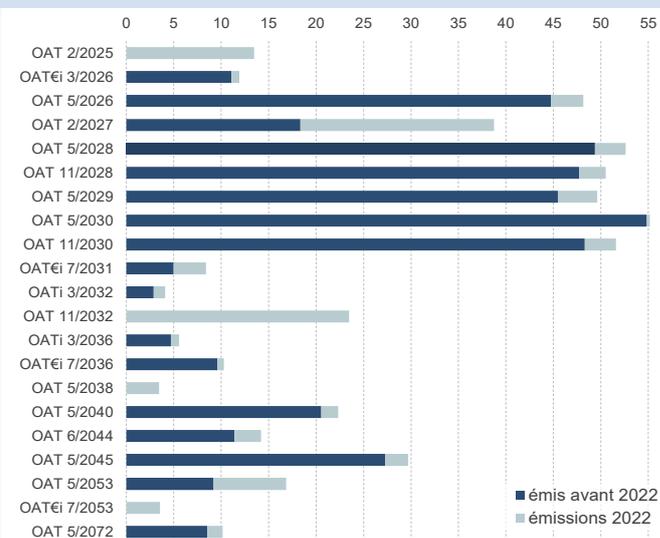
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 30 AVRIL 2022

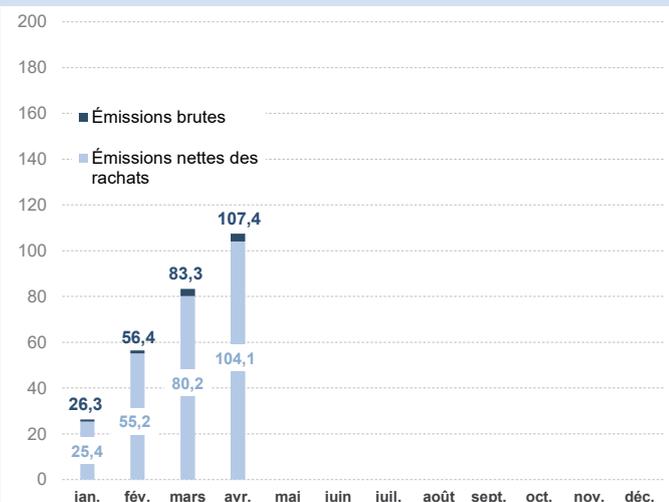
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

ÉMISSIONS AU 30 AVRIL 2022

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 30 AVRIL 2022

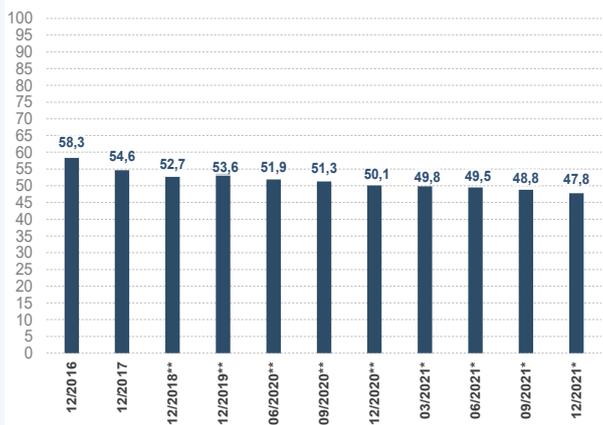
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
mai-22	9,2	28,5
juin-22	0,6	
juil-22	2,6	24,4
août-22		
sept-22		
oct-22	9,1	35,4
nov-22	1,5	
déc-22		
janv-23		
févr-23		10,1
mars-23	0,1	38,1
avr-23	9,2	10,3

Source : Agence France Trésor

DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 4^{ÈME} TRIMESTRE 2021

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



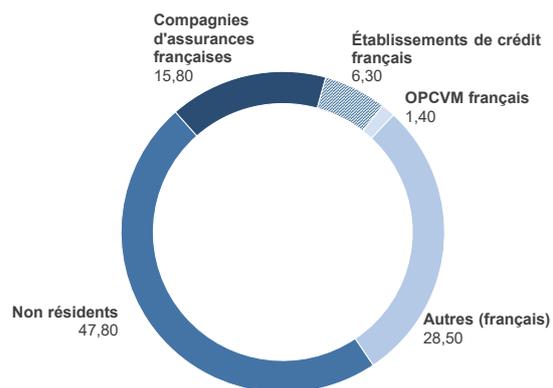
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 4^{ÈME} TRIMESTRE 2021

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 30 AVRIL 2022

EN EUROS

Total dette à moyen terme et long terme	2 042 094 799 887
Encours démembré	57 885 671 200
Durée de vie moyenne	9 ans et 42 jours
Total dette à court terme	147 085 000 000
Durée de vie moyenne	113 jours
Encours total	2 189 179 799 887
Durée de vie moyenne	8 ans et 191 jours

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2019 AU 30 AVRIL 2022

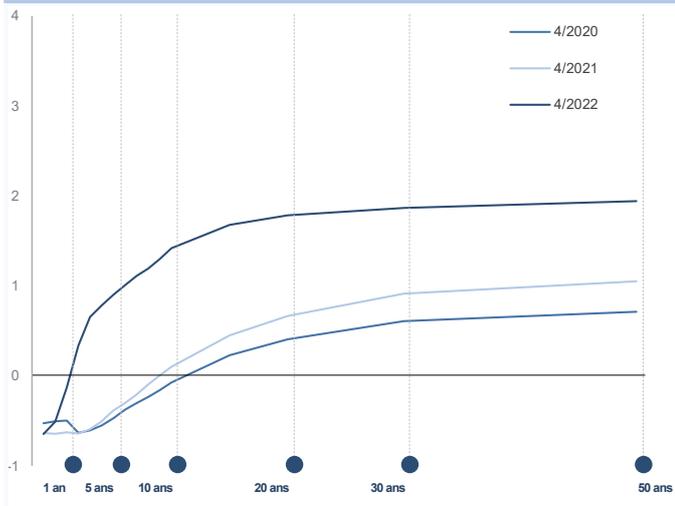
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2019	Fin 2020	Fin 2021	Fin mars 2022	Fin avril 2022
Encours de la dette négociable	1 823	2 001	2 145	2 210	2 189
<i>dont titres indexés</i>	226	220	236	248	252
Moyen et Long Terme	1 716	1 839	1 990	2 058	2 042
Court Terme	107	162	155	151	147
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans
	63 jours	73 jours	153 jours	141 jours	191 jours

Source : Agence France Trésor

COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

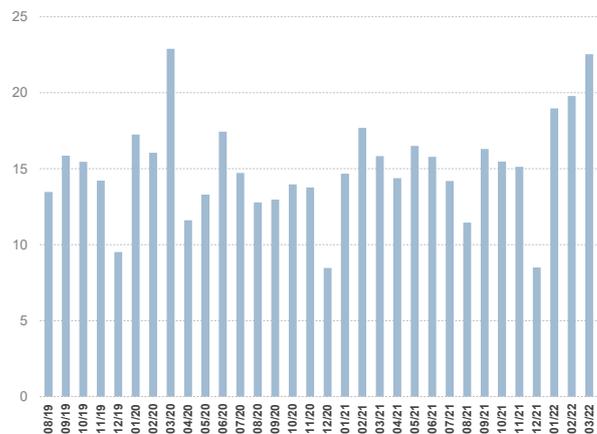
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

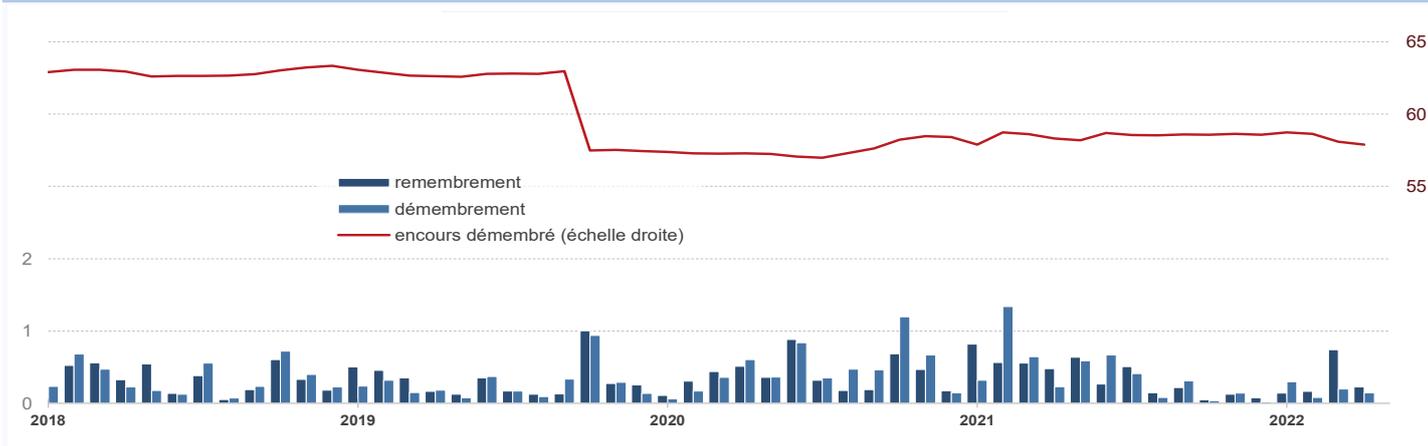
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBREMENT ET DE REMEMBREMENT

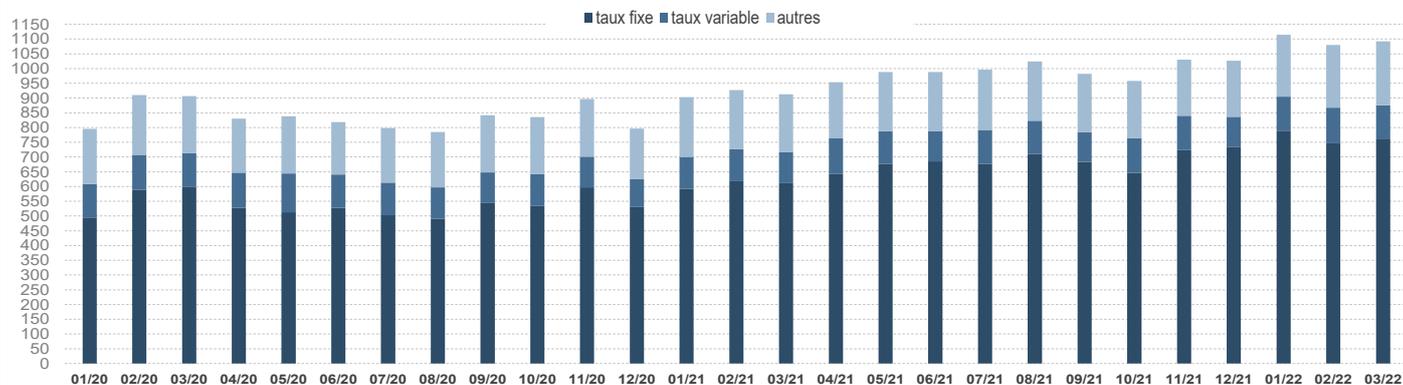
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT

DETTE À COURT TERME AU 30 AVRIL 2022

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0126893678	BTF 4 mai 2022	5 786 000 000
FR0127034629	BTF 11 mai 2022	6 492 000 000
FR0126750795	BTF 18 mai 2022	9 057 000 000
FR0127034637	BTF 25 mai 2022	6 015 000 000
FR0126893686	BTF 1 juin 2022	3 335 000 000
FR0127034645	BTF 9 juin 2022	6 558 000 000
FR0126750803	BTF 15 juin 2022	6 988 000 000
FR0127034652	BTF 22 juin 2022	6 079 000 000
FR0127034660	BTF 29 juin 2022	6 260 000 000
FR0127176404	BTF 6 juillet 2022	6 727 000 000
FR0126893561	BTF 13 juillet 2022	6 455 000 000
FR0127176412	BTF 20 juillet 2022	6 806 000 000
FR0127034678	BTF 27 juillet 2022	6 552 000 000
FR0126893579	BTF 10 août 2022	6 805 000 000
FR0127034686	BTF 24 août 2022	4 969 000 000
FR0126893587	BTF 7 septembre 2022	7 599 000 000
FR0127176461	BTF 21 septembre 2022	3 984 000 000
FR0126893694	BTF 5 octobre 2022	7 026 000 000
FR0126893702	BTF 2 novembre 2022	6 031 000 000
FR0126893710	BTF 30 novembre 2022	2 651 000 000
FR0127034694	BTF 4 janvier 2023	7 040 000 000
FR0127034702	BTF 25 janvier 2023	5 965 000 000
FR0127034710	BTF 22 février 2023	6 050 000 000

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2022 - 2025) AU 30 AVRIL 2022

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2022		87 848 438 540				
FR0013219177	OAT 0,00 % 25 mai 2022	28 502 000 000			0	x
FR0010899765	OAT€i 1,10 % 25 juillet 2022	23 926 438 540 (1)	1,20518	19 853 000 000	0	
FR0011337880	OAT 2,25 % 25 octobre 2022	35 420 000 000			0	
Échéance 2023		170 759 000 703				
FR0013479102	OAT 0,00 % 25 février 2023	10 109 000 000			0	x
FR0013283686	OAT 0,00 % 25 mars 2023	38 143 500 000			0	x
FR0000571085	OAT 8,50 % 25 avril 2023	10 263 695 903			5 334 465 200	
FR0011486067	OAT 1,75 % 25 mai 2023	45 891 000 000			0	x
FR0010585901	OATi 2,10 % 25 juillet 2023	21 433 804 800 (1)	1,18760	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25 % 25 octobre 2023	44 918 000 000			448 985 000	
Échéance 2024		170 916 383 400				
FR0014001N46	OAT 0,00 % 25 février 2024	31 676 000 000			0	x
FR0013344751	OAT 0,00 % 25 mars 2024	42 533 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25 % 25 mai 2024	37 948 000 000			0	x
FR0011427848	OAT€i 0,25 % 25 juillet 2024	20 223 383 400 (1)	1,12860	17 919 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75 % 25 novembre 2024	38 536 000 000			42 000 000	x
Échéance 2025		186 339 191 738				
FR0014007TY9	OAT 0,00 % 25 février 2025	13 479 000 000			0	x
FR0012558310	OATi 0,10 % 1 mars 2025	13 139 263 620 (1)	1,08249	12 138 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00 % 25 mars 2025	47 814 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50 % 25 mai 2025	43 331 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00 % 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 812 064 400	
FR0012938116	OAT 1,00 % 25 novembre 2025	37 922 000 000			0	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2026 ET PLUS) AU 30 AVRIL 2022

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2026		185 891 077 000				
FR0013508470	OAT 0,00 % 25 février 2026	41 396 000 000			0	x
FR0013519253	OAT€i 0,10 % 1 mars 2026	12 600 077 000 (1)	1,05883	11 900 000 000	0	x
FR0010916924	OAT 3,50 % 25 avril 2026	44 202 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50 % 25 mai 2026	48 166 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25 % 25 novembre 2026	39 527 000 000			0	x
Échéance 2027		156 791 097 200				
FR0014003513	OAT 0,00 % 25 février 2027	38 747 000 000			0	x
FR0013250560	OAT 1,00 % 25 mai 2027	38 814 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85 % 25 juillet 2027	25 131 097 200 (1)	1,18767	21 160 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75 % 25 octobre 2027	54 099 000 000			61 743 600	
Échéance 2028		118 130 577 271				
FR0013238268	OATi 0,10 % 1 mars 2028	14 965 395 120 (1)	1,08069	13 848 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	33 182 151 (2)		46 232 603	-	
FR0013286192	OAT 0,75 % 25 mai 2028	52 627 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75 % 25 novembre 2028	50 505 000 000			0	x
Échéance 2029		154 957 332 435				
FR0013410552	OAT€i 0,10 % 1 mars 2029	10 582 961 070 (1)	1,06931	9 897 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50 % 25 avril 2029	39 618 880 458			2 321 946 100	
FR0013407236	OAT 0,50 % 25 mai 2029	49 620 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40 % 25 juillet 2029	12 435 490 907 (1)	1,35387	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00 % 25 novembre 2029	42 700 000 000			0	x
Échéance 2030		128 553 171 200				
FR0011883966	OAT 2,50 % 25 mai 2030	57 749 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70 % 25 juillet 2030	19 198 171 200 (1)	1,11410	17 232 000 000	0	x
FR0013516549	OAT 0,00 % 25 novembre 2030	51 606 000 000			0	x
Échéance 2031		108 080 576 320				
FR0012993103	OAT 1,50 % 25 mai 2031	53 267 000 000			58 900 000	x
FR0014001N38	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2031	8 917 576 320 (1)	1,06048	8 409 000 000	0	x
FR0014002WK3	OAT 0,00 % 25 novembre 2031	45 896 000 000			0	x
Échéance 2032		77 780 751 000				
FR0014003N51	OATi 0,10% 1 mars 2032	4 259 462 640 (1)	1,03864	4 101 000 000	0	x
FR0014007L00	OAT 0,00% 25 mai 2032	23 472 000 000			0	x
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	14 856 965 760 (1)	1,37361	10 816 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	35 192 322 600			10 590 157 400	
Échéances 2033 et plus		496 047 203 080				
FR0013313582	OAT 1,25 % 25 mai 2034	38 746 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75 % 25 avril 2035	29 004 000 000			2 845 437 000	
FR0013524014	OATi 0,10 % 1 mars 2036	5 768 570 500 (1)	1,03565	5 570 000 000	0	x
FR0013154044	OAT 1,25 % 25 mai 2036	41 823 000 000			0	x
FR0013327491	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2036	11 215 986 000 (1)	1,09275	10 264 000 000	0	x
FR0014009O62	OAT 1,25 % 25 mai 2038	3 466 000 000			0	x
FR0010371401	OAT 4,00 % 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 652 641 400	
FR0013234333	OAT 1,75 % 25 juin 2039	30 941 000 000			0	x
FR0013515806	OAT 0,50 % 25 mai 2040	22 332 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80 % 25 juillet 2040	15 625 072 000 (1)	1,27240	12 280 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50 % 25 avril 2041	38 446 000 000			5 128 799 000	
FR0014002JM6	OAT 0,50 % 25 juin 2044	14 186 000 000			0	x
FR0011461037	OAT 3,25 % 25 mai 2045	29 702 000 000			676 510 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047	14 192 043 160 (1)	1,10884	12 799 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00 % 25 mai 2048	28 759 000 000			620 300 000	x
FR0013404969	OAT 1,50 % 25 mai 2050	33 195 000 000			190 900 000	x
FR0013480613	OAT 0,75 % 25 mai 2052	30 529 000 000			682 100 000	x
FR0014004J31	OAT 0,75 % 25 mai 2053	16 841 000 000			172 000 000	x
FR0014008181	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2053	3 700 531 420 (1)	1,04123	3 554 000 000	0	x
FR0010171975	OAT 4,00 % 25 avril 2055	20 118 000 000			11 177 818 000	
FR0010870956	OAT 4,00 % 25 avril 2060	16 696 000 000			8 778 004 100	
FR0013154028	OAT 1,75 % 25 mai 2066	14 075 000 000			1 199 700 000	x
FR0014001NN8	OAT 0,50 % 25 mai 2072	10 152 000 000			91 200 000	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) valeur actualisée au 28 mars 2021; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	0,3 %	03/2022
Consommation des ménages*, glissement annuel	10,5 %	04/2022
Taux de chômage (BIT)	7,3 %	T1-2022
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	4,8 %	04/2022
• ensemble hors tabac	4,9 %	04/2022
Solde commercial, fab-fab, cvs	-12,4 Md€	03/2022
" "	-10,4 Md€	02/2022
Solde des transactions courantes, cvs	-3,2 Md€	03/2022
" "	-0,9 Md€	02/2022
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	1,59 %	31/5/2022
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,37 %	31/5/2022
Euro / dollar	1,07	31/5/2022
Euro / yen	137,26	31/5/2022

* produits manufacturés

Sources : Insee, MEFSM, Banque de France

SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

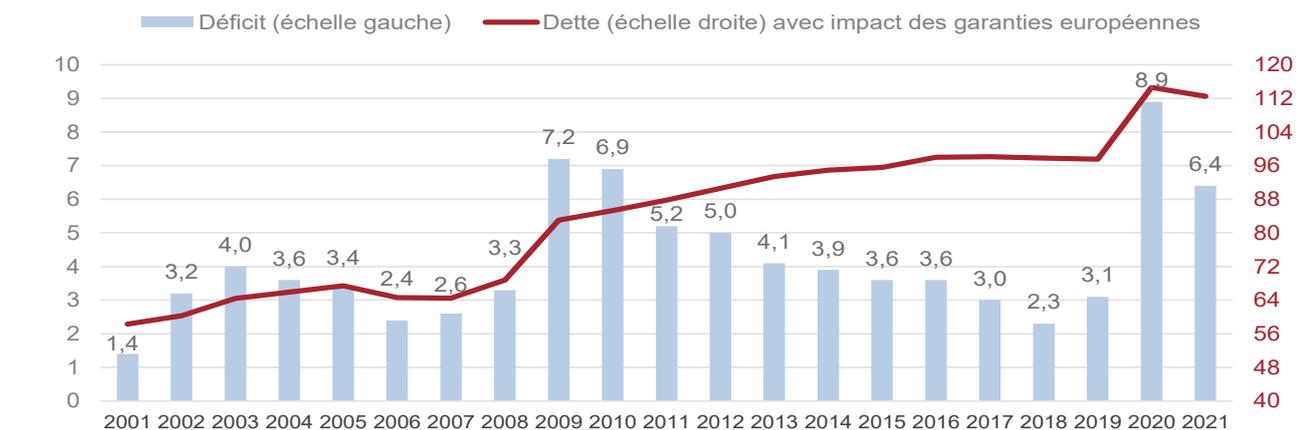
EN MILLIARDS D'EUROS

	2020	2021	niveau à la fin mars		
			2020	2021	2022
Solde du budget général	-172,68	-171,52	-37,12	-48,86	-27,81
Recettes	282,69	324,95	61,84	63,38	79,96
Dépenses	455,37	496,47	98,95	112,23	107,76
Solde des comptes spéciaux du Trésor	-5,42	0,79	-15,39	-11,21	-10,53
Solde général d'exécution	-178,07	-170,73	-52,50	-60,07	-38,33

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

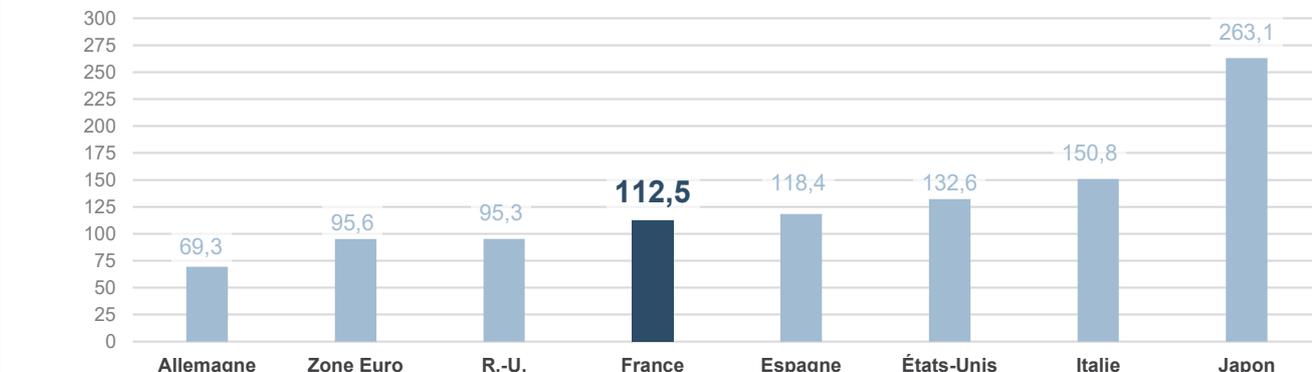
EN % DU PIB



Source : Insee

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2021

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

JUIN 2022 

3 Indice de la production industrielle en avril	8 Balance des paiements en avril	8 Commerce extérieur en avril	9 Emploi salarié : résultats définitifs T1 2022	15 Indice des prix à la consommation en mai - résultats définitifs	15 Réserves nettes de change en mai
17 Inflation (IPCH) : indice définitif en mai	23 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en juin	24 Dettes trimestrielles de Maastricht des administrations publiques	28 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en juin	30 Dépenses de consommation des ménages en biens en mai	30 Indice des prix à la consommation en juin - résultats provisoires
30 Indices de prix de production et d'importation de l'industrie en mai					

JUILLET 2022 

1 Inflation (IPCH) : indice provisoire en juin	5 Indice de la production industrielle en mai	8 Commerce extérieur en mai	8 Balance des paiements en mai	13 Indice des prix à la consommation en juin - résultats définitifs	15 Réserves nettes de change en juin
19 Inflation (IPCH) : indice définitif en juin	21 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en juillet	27 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en juillet	28 Indices de prix de production et d'importation de l'industrie en juin	29 Comptes nationaux trimestriels - première estimation	29 Dépenses de consommation des ménages en biens en juin
29 Indice des prix à la consommation en juillet - résultats provisoires	29 Inflation (IPCH) : indice provisoire en juillet				

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Cyril Rousseau
 Rédaction : Agence France Trésor
 Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

www.aft.gouv.fr

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> •  

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole «© Agence France Trésor ».